Discours de Fakhfakh : est-ce la rupture ?

Si la quasi-totalité des secteurs économiques du pays souffrent du Covid19, certains sont asymptomatiques ou se portent mieux qu'avant : agro-alimentaire, laboratoires… D'autres secteurs ont besoin de paracétamol. Le Tourisme, lui, est en détresse respiratoire ; pourtant le gouvernement regarde ailleurs.

La situation des entreprises du Tourisme est catastrophique, et elle le sera longtemps après le déconfinement. Dans le meilleur des cas, le retour partiel de l'activité à la fin de cet été/début de l'automne se fera à un prix de vente équivalent au coût marginal, puisque les TO demandent déjà des rabais de 50% pour l'été et de 30% pour l'arrière-saison.
Dans ces conditions, il sera moins coûteux pour nos hôtels de garder portes closes.

Oui, nos entreprises du Tourisme ne sont pas exemplaires à tous points de vue. Mais ce sont ces entreprises qui ont permis l'embellie relative de l'économie tunisienne et de sa balance des paiements en 2019.
Ce sont ces entreprises qui ont le plus contribué à la croissance de l'année dernière, aussi minime soit-elle, et ce sont elles qui accompagneront et boosteront demain la reprise économique du pays.

La dernière interview du Ministre du Tourisme sur El Hiwar laissait espérer (enfin !) l'annonce de mesures concrètes pour soulager un tant soit peu nos entreprises. Pourtant, point de mesures dans le discours d'hier soir du Chef du Gouvernement.
Mais le pire est que le Chef du Gouvernement n'a même pas daigné proférer un seul mot d'encouragement ou de consolation (faut-il dire de condoléances…) à l'égard de ces entreprises.
Pas un mot de remerciement pour les milliers de chambres mises à la disposition du Ministère de la Santé (même si certains de nos hôteliers ont manqué de spontanéité à cet égard). Mais beaucoup de passion à défendre des comportements peu vertueux qui défraient actuellement l'actualité.

Nous craignons que ce discours du Chef du Gouvernement soit celui de la rupture avec un secteur essentiel pour notre pays.
Nous craignons qu'il soit le reflet de l'état d'esprit d'une frange de nos politiciens qui considèrent que quoi qu'elles fassent, en temps de crise ou de croissance, les entreprises du Tourisme n'ont aucun mérite à le faire, ni considération à en attendre.
Nous craignons qu'un tel manque d'empathie envers un secteur des plus sinistrés n'entame la confiance des entreprises touristiques dans le gouvernement et dans l'avenir du secteur. Une perte de confiance dont la première conséquence sera un coup d'arrêt aux investissements, notamment pour la rénovation d'un parc hôtelier devenu obsolète.

Un tel coup d'arrêt, s'il advient, signera l'échec de toute tentative de réforme ou stratégie de relance du Tourisme tunisien.

Lotfi Mansour

Tourisme : amortir le choc

Rencontre aujourd'hui 16 mars entre les représentants des entreprises du tourisme (FTH, FTAV) et le Chef du gouvernement pour appuyer leurs demandes de report de certains paiements (CNSS, leasing…).

Le but ultime des mesures que déciderait le gouvernement est d'amortir le choc social de cette crise ; des milliers d'emplois sont en jeu, surtout que de nombreuses entreprises sont menacées d'asphyxie financière après l'arrêt des versements de la part des tour operators. L'heure est assurément à la solidarité nationale entre tous.

FTH : des avancées avec un goût d’inachevé

La FTH tenait aujourd’hui son Assemblée Générale élective. Le Bureau Exécutif sortant peut s’enorgueillir de certaines avancées qui n’empêchent pas un sentiment de frustration.

L’Assemblée élective de la FTH s’est tenue aujourd’hui 12 mars en présence du Ministre du Tourisme et de l’Artisanat, Med Ali Toumi, du Secrétaire Général de l’UGTT, Noureddine Taboubi, du Président de l’UTICA, Samir Majoul, et du Président de la FTAV, Jabeur Ben Attouch.
Une grande réunion donc, durant laquelle les petites phrases et messages pas toujours subliminaux n’ont pas manqué…

Ainsi en était-il pour Khaled Fakhfakh, Président sortant de la FTH, s’adressant directement au Secrétaire Général de l’UGTT pour demander *« une convention collective avant-gardiste »*. Slim Majoul, quant à lui, a interpelé le Gouvernement : *« Ouvrez le ciel avant que ce ne soient les portes de l’enfer qui s’ouvrent ! »*.
Noureddine Taboubi a tenu à rappeler que le tourisme fait partie de l’œuvre des bâtisseurs de l’Etat indépendant, et qu’il devrait continuer à jouer son rôle dans le développement du pays. Une digression qui lui a permis de lancer une pique aux hommes politiques : *« On ne peut diriger la Tunisie sans connaître son histoire »*.
Le Ministre du Tourisme et de l’Artisanat ne s’est pas exclu de ce festival de petites phrases, déclarant que *« les statistiques ne font pas le tourisme »* et qu’au lieu de regarder au jour le jour les statistiques *« comme on regarderait les bulletins météo »*, on devrait voir dans ce secteur *« ses entreprises, son apport pour les autres secteurs et pour l’économie nationale »*.

La crise du coronavirus planait bien entendu sur cette réunion ; les mines défaites des patrons des hôtels de la ville de Tunis en attestait. Ces hôtels enregistrent déjà des reculs des ventes allant jusqu’à 80%.
Khaled Fakhfakh a annoncé à ce propos la constitution d’une Task force

réunissant le ministère du Tourisme et les professionnels. Alors que Jabeur Ben Attouch, Président de la FTAV, a appelé les professionnels à la constitution d'un fonds de garantie des risques du tourisme.

Nouvelles élections

Cette assemblée devrait déboucher sur un nouveau Conseil National et, par là, un nouveau Bureau Exécutif.
Le Président sortant, Khaled Fakhfakh, ne se représentant pas, on assistera donc à l'élection d'un nouveau président qui pourrait être Dorra Milad, Trésorière sortante et favorite des pronostics. Une telle élection, si elle se confirme, portera pour la première fois de son histoire une femme à la tête du syndicat hôtelier.

Le Conseil National sortant, et à sa tête Khaled Fakhfakh et Rym Belajouza (Secrétaire Générale), peuvent se prévaloir d'un certain succès dans la mission qu'ils se sont assignée trois ans auparavant, dont *« la modernisation de la gouvernance »* de la FTH, le lancement d'un site internet et la réalisation de l'étude sur le poids économique du tourisme.
Cependant, par manque de temps ou de volonté du gouvernement sortant, ils n'ont pas pu voir la mise en pratique du Livre Blanc réalisé par la FTH et l'Association des banques pour résoudre le problème épineux de l'endettement hôtelier. Un dossier sur lequel ils ont reçu aujourd'hui encore l'appui du président de l'UTICA.

C'est peut-être là le seul regret de Khaled Fakhfakh. Partisan convaincu du mandat unique, M. Fakhfakh était aussi adepte du quinquennat : *« deux mandats de 3 ans c'est trop long, un seul c'est un peu court »*, nous a-t-il confié.
Sentiment partagé par la Secrétaire Générale, Rym Belajouza, qui ne se présente pas aux élections du Bureau Exécutif mais rempile au Conseil National pour *« terminer certains dossiers en cours »*, dit-elle.
On peut rendre hommage au Président et au Bureau Exécutif sortants d'avoir essayé de faire bouger les lignes, défendu d'abord l'ensemble du secteur du tourisme, et initié une "gestion apaisée" des relations avec l'administration et les partenaires de l'hôtellerie.

Hasard du calendrier : le président de la FTH était convoqué ce matin même devant la cour d'appel pour un procès en diffamation intenté par un hôtelier lui reprochant justement ses appels à l'apaisement pendant l'affaire Thomas

Cook… La comparution a été reportée.

LM

Dorra Milad, pressentie à la présidence de la FTH

Un hommage a été rendu aux anciens présidents de la FTH dont Naceur Malouch, Aziz Milad, Mounir Ben Miled et Mohamed Belajouza

Si Naceur MALOUCHE
1968 - 1974

1980 - 199

1990 – 1996
2002 – 2004

Si Mohamed BELAJOUZA
2007 – 2013

Modèle de développement : bon constat, mais…

Le nouveau Chef du Gouvernement a appelé à un *« changement du modèle de développement basé sur la création de haute valeur ajoutée et non plus sur les bas salaires »* lors de son discours d'investiture ce matin à l'ARP.
Un diagnostic fort pertinent que ne réfuterait même pas l'UTICA. Le hic est que M. Elyes Fakhfakh complète cette annonce en conditionnant ce passage à un nouveau modèle par la refonte du système éducatif, *« à commencer par l'école maternelle »* comme il le précise. Autant dire que le changement souhaité ne sera pas pour demain.

La faille dans ce raisonnement est partiellement apportée par M. Fakhfakh lui-même quand il évoque la transition digitale et *« la nécessité de garder nos compétences en Tunisie »*. Il existe donc au moins un secteur à *« haute valeur ajoutée »* où ne se pose aucun problème de formation, mais bien celui du niveau des salaires face à un marché du travail mondialisé et hautement concurrentiel.
On pourrait aussi parler des médecins, des ingénieurs ou même des cadres de gestion, dont ceux du secteur du tourisme : ils ont en commun d'être de plus en plus nombreux à céder aux offres alléchantes dans d'autres pays.

La Banque Mondiale, pour sa part, avait souligné le niveau élevé des NEET (jeunes qui ne sont ni dans le système éducatif, ni dans l'emploi, ni en formation, soit un tiers des jeunes ruraux et un cinquième des jeunes urbains) en soulignant que *« plus le niveau d'études est élevé, plus le taux de chômage l'est également »*.
Quant à notre Institut de la Productivité et des Etudes comparatives, il avance un taux de sous-emploi de 18,9%.

Il paraît donc clair que la question fondamentale pour l'économie tunisienne (du moins à court et moyen terme) est celle de la compétitivité de ses entreprises, de la productivité de ses employés et de l'employabilité des jeunes diplômés – ou comment augmenter l'employabilité des jeunes en préservant/augmentant la compétitivité des entreprises.

Pour le tourisme, on en est à la question de restaurer la compétitivité des entreprises.

Comme l’a annoncé M. Elyes Fakhfakh, les réponses précises viendront après l’état des lieux qu’établira le gouvernement après sa prise de fonction. Nous avons hâte de les connaître.

Lotfi Mansour